



C E T R I

ANALYSE 2017
27 octobre

Centre tricontinental

THAÏLANDE : LE ROI EST MORT, VIVE LE ROI

Aurélie Leroy, Wahoub Fayoumi

C'est le point d'orgue d'une année de deuil en Thaïlande : le roi Bhumibol a été incinéré ce jeudi 27 octobre 2017, au cours d'une cérémonie fastueuse présidée par son fils unique, Maha Vijiralongkorn, à laquelle ont assisté plus de 300 000 personnes. A plus de soixante ans, l'héritier qui monte sur le trône est loin de faire l'unanimité. Sa popularité est faible au regard de celle de son père qui, après septante années de règne, faisait l'objet d'un véritable culte de la personnalité. Coup de projecteur sur les enjeux et perspectives d'une succession royale, sous contrôle étroit de l'armée

Pourriez-vous nous dire qui est ce nouveau roi ?

Maha Vijiralongkorn, Rama X, est l'héritier de Bhumibol Adulyadej (Rama IX). D'entrée de jeu, c'est un personnage qui apparaît comme impopulaire, assez fantasque et imprévisible, dont le style de vie semble dissolu aux yeux d'une majorité de Thaïlandais. Il est divorcé trois fois, a connu des scandales à répétition et collectionne les comportements excentriques. Des attitudes hors normes, qui détonnent d'autant plus, qu'elles contrastent avec celles du roi défunt. Le fils s'affirme comme l'exact opposé du père, qui était adulé, considéré comme le père de la nation, élevé au rang de demi-dieu, et dont l'image était assez lisse et austère.

En plus de cela, son éloignement et son désintérêt pour les affaires du royaume ont écorné durablement son image. L'institution monarchique, ciment de la nation, apparaissait comme mise en « danger », en raison de l'image assez négative attachée à l'héritier.

Quel est le contexte dans lequel il accède au trône ?

Il arrive à un moment où la Thaïlande est dans une situation contrastée. De l'extérieur, on a une image très positive de la Thaïlande. Elle est vue comme le pays du sourire, elle est l'une des premières destinations touristiques au monde, longtemps perçue comme le bon élève de la région du sud-est asiatique, que ce soit en termes d'ouverture politique ou en termes économiques. Mais la Thaïlande n'est pas que ça.

C'est en réalité un pays qui a dû faire face à une crise financière importante en 1997 qui a marqué une rupture dans sa trajectoire économique et dont les effets socioéconomiques ont affaibli le pays. Aujourd'hui, les niveaux d'inégalité sont parmi les plus élevés au monde. On est loin du « miracle thaïlandais » décrié par la Banque mondiale peu avant la crise. Sur le plan politique, le pays connaît aussi une forte instabilité. Il a été secoué par deux coups d'État en moins d'une décennie, en 2006 et en 2014, et cela, sans en être pourtant à son premier coup d'essai. La Thaïlande a en effet connu dix-huit tentatives de putsch depuis la fin de la monarchie absolue en 1932.

Cette image positive dont bénéficie la Thaïlande doit donc être remise en question. Le pays a perdu son rôle de leader dans la région et dénote aujourd'hui par ses dimensions inégalitaires,

antidémocratiques et conservatrices.

Des politiques de développement ont été menées, qui ont amené à des concentrations au niveau des ressources et créé des asymétries dans le pays, notamment entre Bangkok et la province. Mais, lorsque l'on parle de la Thaïlande, il ne faut pas oublier qu'il y règne un ordre social établi, façonné par une idéologie nationale, appelée la thaïness. On est en réalité face à une société extrêmement hiérarchisée, composée d' « aînés » et de « cadets ». Tout le monde n'est pas sur le même pied d'égalité.

Dans cette société figée, les élites traditionnelles veulent maintenir un statu quo, pour se maintenir au pouvoir et conserver leurs intérêts. Les élites ne croient pas au principe « une personne, une voix » et sont fondamentalement antidémocratiques. Cet accaparement de l'espace politique, cet ordre social figé a été contesté, sous l'impulsion de l'ancien Premier ministre Thaksin, et repris à son compte par le vaste mouvement des « chemises rouges » qui a cherché à faire bouger les lignes il y a quelques années.

Le nouveau souverain et la junte politique actuellement au pouvoir seront-ils confrontés à une résurgence d'une contestation « rouge » après la période de deuil ? C'est une option du fait que les mécontents sont nombreux, que la junte cadenasse le pouvoir et que la situation économique n'est pas florissante. Reste que les marges de manœuvre des acteurs sociaux et de l'opposition politique, au-delà de cette période, demeurent ténues au regard des mécanismes autoritaires et instruments répressifs mis en place. Cette option reste donc plus théorique que réaliste...

Quels sont les liens entre le roi et la junte au pouvoir ?

L'institution monarchique et l'armée ont toujours été fortement liées et dépendantes l'une de l'autre. Le lien a été construit au fil des décennies. L'armée joue le rôle de bras droit de l'institution monarchique. Elle est la garante, la protectrice et défend cette institution royale. La légitimité dont bénéficie la royauté va rejaillir sur l'armée : si la royauté va bien, l'armée gagne en légitimité. Si elle va mal, elle va en souffrir également.

C'était un peu toute la difficulté de cette période instable durant la longue maladie du roi Bhumibol qui a précédé son décès : l'image de l'héritier étant assez négative, l'armée s'est inquiétée des conséquences que ça pouvait avoir sur elle et sur ses intérêts. Toutefois, même si le futur souverain n'avait pas les faveurs de l'armée – en raison de sa personnalité contestée mais aussi de sa relative proximité avec l'ex-Premier ministre Thaksin, les militaires ont, depuis leur coup d'État de 2014, veillé à « superviser » le processus de la succession et à préserver l'institution monarchique afin de garantir l'ordre social et les structures de pouvoir dont le roi est la clé de voûte.

L'attitude de l'armée par rapport au roi est inconfortable et contrastée. D'une part, on a l'impression que l'armée exècre ce personnage et qu'elle se voudrait critique. Mais comme elle est profondément dépendante du roi, elle joue avec les règles fixées. Pour son propre intérêt, elle a ainsi endossé sa fonction d'armée du roi, plutôt que d'armée du peuple. Et il est fort probable qu'elle ne fasse aucun pas de côté avant que la légitimité du nouveau souverain apparaisse comme incontestée, garantissant par effet indirect, le maintien de sa position et de ses privilèges.

Quelle est la fonction du crime de lèse-majesté dans ce processus ?

La junte militaire défend coûte que coûte l'image royale et utilise pour ce faire un outil terriblement efficace : la loi de lèse-majesté. Sous le règne de Bhumibol, elle était déjà appliquée (surtout depuis le coup d'état militaire contre Thaksin Shinawatra en 2006), mais couplée à un culte de la personnalité qui garantissait une image positive à l'institution royale aux yeux de la majorité. Avec l'arrivée du fils qui ne bénéficie pas de l'aura du père, reste une loi répressive - l'une des plus sévères au monde -, appliquée avec zèle par la junte pour asseoir le rôle de figure tutélaire du Royaume au nouveau monarque.

La loi de lèse-majesté est connue sous le nom d' « article 112 », elle prévoit des lourdes peines de prison, pouvant aller de 3 à 15 ans, par chef d'accusation, pour tout opposant qui critiquerait l'institution, le roi ou un membre de sa famille.

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'armée, les poursuites se sont multipliées et les peines infligées, à la suite de procès tenus à huis-clos, apparaissent totalement disproportionnées. Jusqu'à 35 ans pour une personne ayant posté des photos, vidéos et commentaires « diffamatoires » sur Facebook !

Cette loi n'a d'autres buts que de museler les opposants au régime et de donner les coudées franches à l'armée pour imposer ses vues. Les militaires ont annoncé des élections pour l'année prochaine, en novembre 2018. Mais tant que la loi de lèse-majesté demeurera d'application, elle interdira à tous et à

toutes de jouir de la liberté d'expression et de formuler un quelconque discours critique. Elle offre par ailleurs aux tenants du pouvoir les moyens de revenir à un régime autoritaire quand ils le souhaitent. Tant que la loi de lèse-majesté existera, elle ne permettra aucun « retour » effectif à la démocratie. Le pays semble aujourd'hui plus que jamais dans une impasse...

Aurélie Leroy est historienne, chargée d'étude au CETRI

Cet article est une interview réalisée par Wahoub Fayoumi, diffusée sur la Première, RTBF (journal de 18h) et sur RTBF info.



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon

